

Considérant qu'aucune observation n'a été faite,

Considérant que la prescription de nouvelles conditions d'exploitation imposées au représentant de la société ECOPUR-ECOGRA concernent l'exploitation du centre de transit et regroupement de déchets dangereux et de déchets banals d'assainissement susvisé permettra de prendre en compte des derniers changements apportés à ce site et de garantir les dispositions prévues par l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

ARRETE

TITRE I

Les articles 1.2.1, 1.3.3, 1.3.5, 4.3.5, 7.2.2.1, 7.5.3, 7.5.11, 7.6.3, 7.6.5, 7.6.7 et 8.2.2.1, de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 autorisant la société ECOPUR à exploiter au 8, impasse des Petits Marais à Gennevilliers un centre de transit et de regroupement de déchets dangereux et de déchets banals d'assainissement sont abrogés et remplacés par les articles suivants :

ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Alinéa	Régime	Intitulé	Critère de classement
2718	1	Autorisation	Installation de transit, regroupement ou de tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719 La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.	Quantité maximale sur le site : 1215 tonnes
2716	2	Déclaration	Installation de transit, regroupement ou de tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	Volume inférieur à 350 m ³

L'activité du site consiste à transiter et regrouper les déchets banals et les déchets dangereux collectés localement (déchets d'assainissement et déchets issus des activités des réseaux de distribution automobile) en priorité la région parisienne.

ARTICLE 1.3.3 DÉCHETS ADMISSIBLES

Les déchets provenant des grandes familles suivantes pourront être admis sur le site selon les flux maximum cités, ils pourront être stockés uniquement sur les zones suivantes selon les quantités maximales indiquées :

Localisation	Type de déchet	Volume maximal autorisé	Tonnage annuel maxi ou volume maxima
Alvéole 3	Produits de laboratoire et déchets ménagers spéciaux	2 palettes (environ 1.6 m ³)	50 t
Alvéole 4	Produits inflammables (bains photographiques, carburants usagés et solvants usagés)	26 palettes (environ 20.8 m ³)	1300 t
Alvéole 6	Piles, batteries	40 palettes (environ 32 m ³)	5500 t
Alvéole 4	Solides pâteux et boues de peinture	14 palettes (environ 11.2 m ³)	300 t
Alvéole 3	DEEE et néons/ampoules	40 palettes (environ 32 m ³)	DEEE : 500 t Néons/ampoule 100 t
Alvéole 3	Pots catalytiques Aérosols et airbags	1 palette (environ 0.8 m ³) 12 palettes (environ 9.6 m ³)	Pots catalytiques : 20 t Aérosols et airbags 150 t
Alvéole 5	Fûts d'huiles alimentaires usagées	30 palettes (environ 24 m ³)	7500 t
Cuve	Huiles minérales usagées	15*60 m ³	11 000 t
Cuve	Liquides de frein	30 m ³	200 t
Cuve	Liquides de refroidissement usagés	30 m ³	1000 t
Cuve	Déchets gras	60 m ³	10 000 t
Cuve	Huiles alimentaires usagées	2*60 m ³	7500 t
Cuve	Eaux hydrocarburées	2*30 m ³	10 000 t
Cuve	Hydrocarbures concentrés et mélanges hydrocarbures	30 m ³ et 2*10 m ³	
Zone de binotage	Boues d'hydrocarbures	15 m ³	
Zone de stockage	Filtres à huile	2*20 m ³	600 t
Zone de stockage	Emballages plastiques souillés	30 m ³	1500 t
Zone de stockage	Emballages métalliques souillés	30 m ³	
Zone de stockage	Ferraille	2*30 m ³	600 t
Zone de stockage	Pare-choc	30 m ³	500 t
Zone de stockage	Pare-brise	30 m ³	500 t
Zone de stockage	Solides imprégnés	30 m ³	500 t
Zone de stockage	Déchets banals (papiers, cartons, palettes, tout venant, déchets industriels banals directement dans le compacteur poste fixe sauf pour les palettes et les contenants vides)	1 compacteur poste fixe	500 t

Dans une première tranche des travaux, les piles et batteries seront stockées dans l'alcéole 3 (absence de l'alcéole 6), les déchets gras et les huiles usagées alimentaires ne seront pas réceptionnés en cuves (absence de cuves) et seules 8 cuves pour les huiles minérales sur les 16 qui seront installées à terme seront disponibles.

Le stockage des produits sur palette se fera dans des containers hermétiques et étanches.

ARTICLE 1.3.5 CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Dans la zone de stockage des déchets conditionnés:
 - . un bâtiment de 5,2 m de haut de 139 m²
 - . 4 alvéoles de stockage non bâties, à ciel ouvert et équipées d'armoires posées au sol sur une dalle béton avec rétentions intégrées. L'alvéole réservée aux liquides inflammables est entourée sur 3 côtés par des murs coupe-feu de degré 2 h de 6 m de hauteur.
 - Dans la zone des cuves aériennes :
 - . 16 cuves verticales de stockage des huiles minérales, de liquides de refroidissement usagés et de liquides de frein
 - . 1 cuve horizontale dédiée aux déchets hydrocarbonés composée de 5 compartiments indépendants
 - . 1 cuve horizontale dédiée aux déchets gras et aux huiles alimentaires composée de 4 compartiments indépendants.
 - Dans la zone des bennes, 8 bennes de 30 m³, dont 1 compacteur poste fixe.
 - Une zone de binotage (lavage du fond des camions ayant transporté des eaux hydrocarbonées encadrée par une structure couverte en toile tendue).
- L'établissement comprend par ailleurs :
- 2 bâtiments modulaires de deux étages comprenant les bureaux, vestiaires et sanitaires
 - un pont bascule
 - une presse à fûts (contenant des égouttures d'huiles minérales usagées)
 - une canalisation enterrée double enveloppe en acier pour le transport des huiles minérales reliant l'estacade du Port au site. Cette canalisation aura une longueur d'environ 130 m et un diamètre DN 150 mais ne sera pas sous pression
 - une zone de parking VL
 - une zone de parking PL
 - 2 bassins de retenue des eaux pluviales et eaux incendie (volume total de 333 m³).

ARTICLE 4.3.5 LOCALISATION DES POINTS DE REJETS

Il n'y aura aucun rejet d'eaux usées industrielles hors du site.

Seules les eaux pluviales du site et les eaux usées sanitaires pourront être rejetées en dehors du site en Seine via le collecteur du Port.

Ces eaux sont collectées et envoyées dans un bassin de confinement avant de passer par un séparateur à hydrocarbures avant le rejet en dehors du site.

Le séparateur d'hydrocarbures est entretenu de manière régulière.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

	Point 1	Point 2
Localisation	Impasse des petits marais	Impasse des petits marais
Nature des effluents	Eaux vannes, eaux pluviales, susceptibles d'être polluées, eaux parking et eaux de toiture	Eaux vannes, eaux pluviales, susceptibles d'être polluées, eaux parking et eaux de toiture
Débit maximal des eaux pluviales rejetées (m ³ /j)	336	144
Débit maximal des eaux pluviales rejetées (l/s/ha)	7	3
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement du Port autonome	Réseau d'assainissement du Port autonome
Traitement avant rejet	Séparateur à hydrocarbures	Séparateur à hydrocarbures
Station de traitement collective	Le réseau se rejette directement en Seine	Le réseau se rejette directement en Seine
Conditions de raccordement	Convention d'occupation des sols avec le Port autonome autorisant le raccordement des eaux pluviales	Convention d'occupation des sols avec le Port autonome autorisant le raccordement des eaux pluviales

ARTICLE 7.2.2.1 GÉNÉRALITÉS

A l'intérieur du site, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Un éclairage de sécurité est réalisé afin de permettre une évacuation rapide et sûre des locaux par les occupants dans tous les bâtiments.

Les locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir prévenir rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments d'activité seront réalisés en éléments difficilement combustibles.

Les cuves contenant des liquides inflammables seront situées à 30 m des limites de propriété.

L'établissement sera isolé des bâtiments occupés ou habités par des tiers situés à moins de 8 m par des parois coupe-feu de degré 2 heures (REI 120).

Les parois séparant les locaux à risques particuliers des autres locaux auront une résistance coupe-feu de degré 2 heures (REI 120). Les blocs-porte de ces parois seront coupe-feu de degré 2 heures (REI 120) munis d'une ferme porte.

L'alvéole de stockage des produits inflammables est protégée par un mur coupe-feu 2 heures (REI 120) sur les 3 côtés de l'alvéole, sur une hauteur de 6 m.

L'armoire de stockage des aérosols et des airbags est équipée d'un grillage destiné à éviter les projections en cas d'explosion.

La toiture et les parois latérales au droit des murs coupe-feu de degré 2 heures (REI 120) seront protégées de chaque côté sur une distance minimale d'un mètre par un revêtement ou tout dispositif permettant d'obtenir une protection coupe-feu de degré 1 heure (REI 60).

L'effectif simultané des personnes présentes au 1er étage des bâtiments modulaires sera au maximum de 50 personnes.

ARTICLE 7.5.3. RETENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte-tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir. Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Les armoires de stockage des déchets en alvéoles extérieures sont équipées de rétentions intégrées correspondant à la moitié du volume maximal de stockage par armoire.

ARTICLE 7.5.11 ZONES DE DEPOTAGE ET DE CHARGEMENT EN CUVES AERIENNES

Deux zones de dépotage et de chargement en vrac sur dalle béton sont aménagées sur le site : surfaces S₁₆ et S₁₈.

La dalle S₁₆ est équipée d'une cuve enterrée double enveloppe de 30 m³, formant rétention souterraine. Cette dalle est équipée d'un puisard de 1m³ disposant d'une vanne d'évacuation vers le réseau pluvial.

La dalle S₁₈ est équipée d'une rétention globale de 30 m³ incluant un puisard borgne (non relié au réseau d'eau pluvial).

Les rétentions sont maintenues au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

ARTICLE 7.6.3 PROTECTIONS INDIVIDUELLES DU PERSONNEL D'INTERVENTION

Des masques ou appareils respiratoires d'un type correspondant au gaz ou émanations toxiques sont mis à disposition de toute personne susceptible d'intervenir en cas de sinistre.

Une réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans ou moins deux secteurs protégés de l'établissement et en sens opposé selon la direction des vents.

Une couverture spéciale anti-feu minima sera mise en place au niveau du stockage aérien et au niveau de la zone des alvéoles.

ARTICLE 7.6.5 RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à combattre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un système d'extinction automatique d'incendie comportant 2 sources,
- des extincteurs en nombre et qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement de déchargement des produits et déchets,
- des réserves de sable meuble et sec, convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 l et des pelles, notamment situées dans le hangar du chargeur batteries des transpalettes et celui du stockage de fioul.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection les justificatifs attestant du bon fonctionnement du réseau d'extincteurs visé à l'alinéa 2.

En outre, la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne devra pas dépasser 15 mètres.

Les alvéoles de stockage des produits inflammables comporteront au minima un système d'extinction automatique d'incendie de type « déluge » asservi au système de détection incendie.

L'ensemble de ces appareils sera maintenu constamment dégagé, en bon état de fonctionnement.

ARTICLE 7.6.7 BASSINS DE CONFINEMENT

Le réseau de collecte des eaux pluviales de voirie du site industriel sera aménagé et raccordé à deux bassins indépendants, l'un dédié aux surfaces des activités au Nord de la parcelle et l'autre dédié aux surfaces des activités au Sud de la parcelle, d'un volume total de 333 m³ maintenu vide en permanence.

La vidange suivra les principes imposés sur la partie traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le présent arrêté.

Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

ARTICLE 8.2.1.1 STABILITÉ DES STOCKAGES

La stabilité mécanique des stockages sera assurée. A cet effet, l'empilement des emballages est limité par rapport à ce qui est défini à l'article 1.3.3 du présent arrêté.

Les déchets arrivant en bennes restent stockés dans ces bennes qui sont arrimées avec un crochet au sol.

L'ensemble des déchets conditionnés sont stockés à l'intérieur des armoires métalliques posées au sol dans les alvéoles extérieures (à ciel ouvert).

Ces armoires de stockage sont conçues pour permettre le stockage des palettes sur 2 niveaux d'étagères (pour celles spécifiques aux huiles alimentaires usagées) ou 3 niveaux d'étagères pour les autres types de déchets. L'empilement des contenants par étagère n'est pas techniquement possible de part la conception des armoires.

La hauteur maximale de stockage est limitée à 5 mètres par rapport au sol de l'alvéole (hauteur de la dernière étagère inférieure à 4m).

Une distance minimale de 20 cm sépare le haut des stockages de la base du plafond de l'armoire.

L'ensemble des armoires sont arrimées (ancrées dans massif béton) pour plus de stabilité en cas de crue ou de vents importants.

TITRE 2 :

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.

- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Energie, de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

TITRE 3 :

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société ECOPUR/ECOGRAS.
- d'autre part, à la Mairie de Gennevilliers au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

TITRE 4 :

Monsieur le Secrétaire Général,
Monsieur le Maire de Gennevilliers,
Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile de France, Monsieur l'Inspecteur Général, Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté,

Nanterre, le - 6 AVR. 2012

Le Préfet,



Didier MONTCHAMP

